

Perquisitions chez La France insoumise : le syndicat de la magistrature appelle à une "réforme constitutionnelle"



Afin d'écartier les doutes à l'avenir.

Sur Franceinfo, la secrétaire générale du Syndicat de la magistrature Laurence Blisson a réagi ce mardi 16 octobre aux accusations de Jean-Luc Mélenchon qui dénonce une "opération politique". Face à ces accusations, la secrétaire générale demande une "réforme constitutionnelle pour clairement écartier le soupçon". Elle a précisé que " Le problème, ce sont des attaques contre la justice alors même que c'est le refus du gouvernement de mettre en œuvre une réforme constitutionnelle qui la place dans cette situation fragile".

Les perquisitions ont été menées notamment au domicile de Jean-Luc Mélenchon et au siège du parti La France insoumise dans le 10^e arrondissement de Paris sur la base de deux enquêtes préliminaires, l'une sur les comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne présidentielle et l'autre sur des soupçons d'emplois présumés fictifs d'assistants au Parlement européen.

Laurence Blisson explique à Franceinfo que " Le gouvernement, lorsqu'il revendique une chaîne hiérarchique en direction du parquet, lorsqu'il procède à la nomination du procureur de la République de Paris comme il l'a fait dans les dernières semaines, il expose la justice à ces attaques, c'est ça qui est beaucoup plus grave. Ça laisse ce soupçon se développer, ça laisse penser à nos concitoyens qu'il peut y avoir une instrumentalisation de la justice. Aujourd'hui, il est important de dire qu'il est essentiel qu'il y ait une réforme constitutionnelle pour asseoir l'indépendance de la justice, et il est important de dire qu'on ne peut pas accepter que la classe politique utilise ce vocable du complot politique à chaque fois qu'un membre du personnel politique est visé par une enquête" et précise que la difficulté en l'espèce est que l'on est " dans un régime dans lequel les droits garantis dans une procédure sont encore perfectibles, dans lequel on a un statut du parquet qui reste problématique et on a un gouvernement qui joue les innocents alors qu'il ne fait pas progresser la réforme constitutionnelle".